

**Réponse d'Outremer Telecom à la consultation de l'Autorité de régulation des communications électroniques sur son analyse de marché de gros de la terminaison d'appel vocal**

Le lancement de cette troisième analyse de marché en Outre-mer s'inscrit dans un contexte concurrentiel grippé et l'intervention du régulateur fait l'objet d'attentes fortes de la part des opérateurs alternatifs.

En effet, le développement de la concurrence reste largement contraint et freiné par des pratiques de verrouillage du marché de la part des opérateurs dominants qui, bénéficiant encore aujourd'hui des avantages tirés de leur longue période de monopole, maintiennent leur part de marché en volume et en valeur à des niveaux largement supérieurs à ceux de leur maison mère de métropole.

Pour Outremer Telecom, cet écart considérable de taille se traduit par un déséquilibre important de trafic entrant-sortant, déséquilibre qui de surcroît est amené à s'amplifier du fait du développement des offres illimitées tous réseaux.

La régulation relative aux baisses de terminaison d'appel est donc extrêmement structurante et doit permettre un rééquilibrage des conditions concurrentielles au bénéfice des abonnés mobiles ultra-marins.

**1. L'Autorité dresse un bilan incomplet des résultats du deuxième cycle d'analyse des marchés**

L'Autorité indique qu'« *en outre-mer, les signaux positifs sur le marché de détail indiquent les prémices de l'évolution observée en métropole, mais des tarifs de terminaison d'appel élevés et des **asymétries tarifaires encore fortes freinent le développement de la même dynamique**. De plus, ces freins sont accentués par les parts de marché très asymétriques des opérateurs présents dans chacune des zones.* »

Dans un contexte de marchés matures connaissant des taux de pénétration pour la téléphonie mobile approchant 110% (supérieurs de 20 points à la Métropole), il serait plus juste de faire le constat que la dynamique a été essentiellement créée par l'arrivée récente d'un nouvel entrant.

L'Autorité note avec raison un ralentissement dans le développement du marché mais ce dernier ne trouve pas son origine dans l'asymétrie tarifaire et des niveaux de terminaison d'appel élevés mais plutôt dans le maintien d'une position dominante hors norme au profit d'Orange Caraïbe (OC) et SRR sur leur zone respective.

Outremer Telecom considère en effet, à la différence de l'Autorité, que la régulation actuelle a été insuffisante notamment du fait de :

- L'insuffisance des baisses de terminaison d'appel des opérateurs dominants

Alors que les modèles des opérateurs génériques tendaient à démontrer que les coûts de SRR et OC étaient équivalents à ceux de leur maison mère, l'écart octroyé en 2010 entre les tarifs de terminaison d'appel des DOM et la métropole est resté très important et leur a permis de continuer à bénéficier d'une sur-rente injustifiée qui a prolongé les déséquilibres concurrentiels sur les marchés domiens.

- La forte réduction des niveaux d'asymétrie tarifaire

L'asymétrie tarifaire permet à des opérateurs comme Outremer Telecom de proposer des offres différenciantes, notamment d'abondance et, par cette différenciation des offres, de contribuer pleinement au développement du marché ; l'ARCEP reconnaît que « *sur le marché antillo-guyanais, l'offre d'Outremer Telecom est la seule offre avec de l'illimité tous réseaux.* »

Pour autant, la forte réduction des niveaux d'asymétrie tarifaires des terminaisons d'appel opérées par l'Autorité a eu pour seul effet de peser sur la viabilité économique d'Outremer Telecom et de maintenir les effets de rentes des offres d'abondance « on net » comme développé ci après.

## **2. Les problèmes concurrentiels dans les DOM justifient le maintien de la régulation**

Outremer Telecom adhère en revanche totalement à l'analyse de l'ARCEP sur les distorsions concurrentielles induites par des tarifs de terminaison d'appel supérieurs aux coûts internes de production de la terminaison d'appel.

Cet écart est en effet de nature à inciter la différenciation tarifaire sur le marché de détail « *on net / off net* », généralement sous la forme d'offres d'abondance « *on net* ». Outre le fait que leur caractère discriminatoire n'est en lui-même d'aucune utilité du point de vue du consommateur, ces offres conduisent surtout, lorsqu'elles sont combinées à des parts de marchés initiales asymétriques, à un déséquilibre du jeu concurrentiel via des effets clubs pénalisant artificiellement les petits opérateurs.

Comme le souligne l'Autorité elle-même, afin d'échapper au cercle vicieux de ces effets clubs, l'opérateur de petite taille ne peut répliquer de manière pertinente qu'avec des offres d'abondance à la fois « *on net* » et « *off net* ». Mais alors les déficits de solde d'interconnexion qu'elles entraînent mécaniquement sont non seulement susceptibles de peser sur sa viabilité économique mais, bien davantage, constituent une rente au profit des opérateurs de grande taille leur permettant de consolider, voire de renforcer leur position concurrentielle.

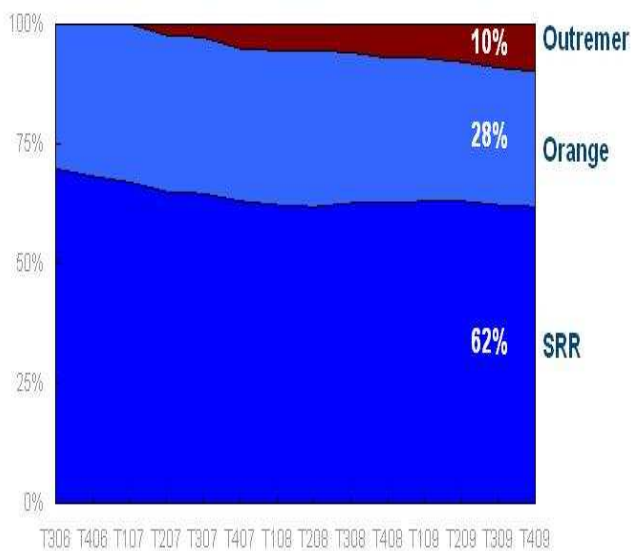
Dans les DOM, ces déséquilibres sont d'autant plus graves que :

- l'asymétrie des parts de marchés entre les opérateurs historiques et Outremer Telecom y est forte et que le déséquilibre de trafic entrant-sortant devrait aller en s'amplifiant du fait du développement des offres d'abondance tout opérateur (forfaits Trio2 et offres Jeunes).

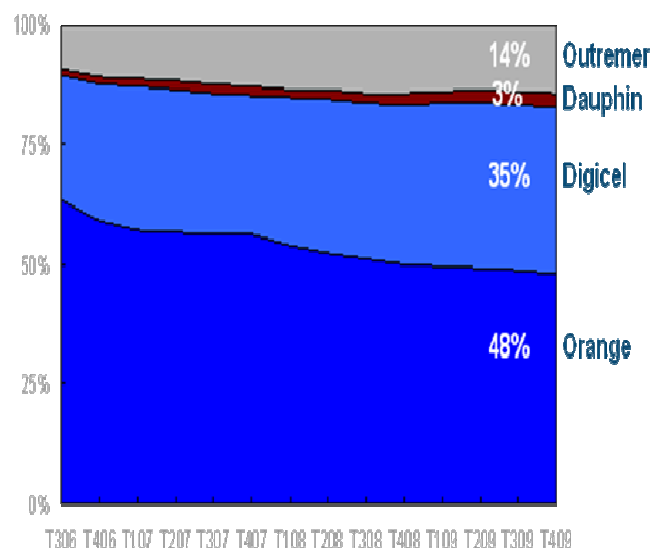
Aux Antilles-Guyane : OC a conservé les clients à fort ARPU ce qui lui a permis finalement de pas perdre de part de marché en valeur. Le développement du marché data et Internet mobile, qui s'est ouvert fin 2008 dans les DOM, aurait pu permettre une redistribution des cartes mais force est de constater que l'attractivité de l'Iphone dont seule bénéficie OC n'a pas rendu possible ce rééquilibrage et risque au contraire de renforcer encore sa position dominante.

A la Réunion-Mayotte : SRR n'a connu qu'une très faible érosion de ses parts de marché et à l'instar de la situation précédemment exposée dans la zone Antilles-Guyane, Outremer Telecom n'a pu principalement capter qu'une clientèle attirée par des tarifs moins élevés. Le marché de la téléphonie mobile à Mayotte et à La Réunion est largement mature avec des taux de pénétration très élevés. La conquête de parts de marché s'opère donc non pas sur des primo accédants mais est sur une clientèle verrouillée par l'opérateur historique.

- Les parts de marché d'Outremer Telecom sont stagnantes et le marché est en voie de stratification



Evolution des PDM sur la Réunion 2006-2009



Evolution des PDM sur les Antilles 2006-2009

En dépit de sa stratégie de différenciation par la prix et par l'innovation ; le niveau des PDM atteint par Outremer Telecom à fin 2009 (10% sur la Réunion et 14% sur les Antilles) est très éloigné des niveaux de parts de marché analysés par la Commission européenne dans la Recommandation du 7 mai 2009 pour laquelle « *il fallait compter trois à quatre ans pour atteindre une part de marché de 15 à 20%, c'est-à-dire approcher l'échelle minimale efficace* » pour un troisième entrant.

Dès lors qu'il existe un risque de déséquilibres économiques au profit d'opérateurs disposant des parcs de clients les plus importants et qu'il est impossible pour les opérateurs alternatifs d'obtenir une part de marché suffisante par le jeu normal de la concurrence, l'ARCEP doit considérer que la régulation de la terminaison d'appel constitue est un élément majeur de déverrouillage du marché mobile sur les deux zones.

### **3. OMT est favorable à un élargissement gradué de l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts à l'ensemble des opérateurs mobiles domiens**

L'Autorité considère « *que les coûts pertinents devant servir de référence à la fixation des plafonds tarifaires au titre de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts de la prestation de terminaison d'appel vocal correspondent aux coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace induits par la fourniture du service de terminaison d'appel dans son ensemble* ».

Si OMT n'est pas opposé à la mise en œuvre des CMILTS, elle considère néanmoins que la fixation des tarifs de terminaison d'appel doit suivre des approches clairement distinctes selon que l'opérateur est dominant ou de petite taille :

- Pour les gros opérateurs qui jouissent à plein des effets de club artificiels susmentionnés, l'orientation sur leurs coûts incrémentaux devrait être aussi rapide que possible sans déstabilisation inefficace du marché et pourrait s'appliquer dès 2011,
- Pour apprécier le rythme souhaitable de convergence des petits opérateurs, les considérations à prendre en compte, outre le niveau initial du tarif de terminaison, sont d'une toute autre nature : elles concernent essentiellement l'ampleur des asymétries, des déséquilibres actuels et prévisibles, en dehors de leur contrôle, qui affectent leur capacité à rejoindre des parts de marché d'équilibre, voire à se maintenir dans le jeu concurrentiel

#### **4. OMT est favorable au maintien d'une asymétrie tarifaire.**

L'Autorité défend « *le principe de symétrie des terminaisons d'appel des opérateurs à long terme qui doivent tendre vers le niveau du coût considéré comme pertinent pour la prestation de terminaison d'appel vocal mobile que supporte un opérateur efficace* ».

Pourtant, comme indiqué précédemment, Outremer Telecom n'a pas d'autre choix pour se développer sur le marché que de lancer des offres d'abondance et de convergence et se trouve donc confrontée à un déséquilibre accru de trafic entrant-sortant.

Dans ce contexte, un maintien des asymétries tarifaires au profit des opérateurs alternatifs dynamiques pour développer la concurrence trouve sa pleine justification.

Selon l'ERG dans son avis du 28 février 2008, trois situations peuvent en effet conduire à accepter des régimes **transitoires** de régulation asymétrique des charges de terminaison, à savoir :

- des différences de coûts objectives résultant de facteur exogène tel que dans le cas des réseaux mobiles des différences en matière d'allocation des fréquences radioélectriques,
- Des dates d'entrée sur le marché significativement différentes et qu'il en résulte des différences d'économie d'échelle,
- Lorsqu'en raison des pratiques de différenciation tarifaire entre appels on-net et appels off-net, il existe un désavantage concurrentiel au détriment des opérateurs avec des faibles parts de marché, et ce tant que les tarifs de terminaison ne sont pas encore réellement orientés sur les coûts.

Dans les DOM, la symétrie des tarifs au niveau des coûts incrémentaux, ne saurait être atteinte avant le 31 décembre 2012.

Les remèdes qui seront fixés dans le 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés, en tenant compte des différents principes rappelés ci-dessus, devront être tels qu'ils garantissent à minima pour Outremer Telecom **un solde à l'équilibre des charges et des revenus de TA mobile d'OMT** pour permettre le maintien de la dynamique concurrentielle et la poursuite des innovations.

**Ainsi, compte tenu :**

- des spécificités du marché des DOM qui perdureront vraisemblablement pendant le troisième cycle de régulation ;
- de l'intérêt pour les consommateurs de voir se conforter durablement des concurrents alternatifs capables d'animer et d'innover dans les marchés des DOM :

Il nous apparaît ainsi nécessaire :

- ❖ de poursuivre l'encadrement tarifaire des niveaux de terminaison d'appel
- ❖ mais de maintenir une asymétrie des tarifs de terminaisons d'appel au profit d'Outremer Telecom, à la fois le plus vulnérable et le plus commercialement innovant des opérateurs domiens.